

## Burundi : Le tristement célèbre Gen-Maj Bertin Gahungu arrêté et incarcéré

RFI, 23/08/2025 Burundi : arrestation du général-major Bertin Gahungu, accusé de torture et d'exécutions extrajudiciaires. Au Burundi, le général-major Bertin Gahungu (photo) a été arrêté et incarcéré, ont annoncé les autorités vendredi 22 août. Securocrate de premier plan du régime et ex-chef des services de renseignement du pays, il est notamment pointé du doigt par des organisations de défense des droits humains pour son rôle dans la répression du mouvement contre le troisième mandat présidentiel, en 2015. Une arrestation aux contours flous qui n'a pas manqué de faire réagir.

Un haut gradé cité par l'Agence France Presse assure que le général de brigade Bertin Gahungu a été interpellé, le 21 août, dans ses bureaux, par des agents du renseignement burundais qui le détenaient dans leurs locaux.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Selon cette même source, il est accusé d'atteinte à la sûreté intérieure et d'outrage au chef de l'État, entre autres. Il aurait, ces derniers temps, tenu des propos hostiles au président Variste Ndayishimiye. Une arrestation qui, selon la figure de la société civile en exil, Pacifique Nininahazwe, ressemble à « un moment de disgrâce » pour ce proche de l'ancien président Pierre Nkurunziza, mort en 2020. Cadre du pouvoir CNDD-FDD, Bertin Gahungu est particulièrement connu pour son rôle dans la répression des contestations contre le troisième mandat de l'ex-chef de l'État. Il est notamment accusé de nombreuses atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions extrajudiciaires. « Dans le système actuel, il représente la continuité d'une culture d'impunité et un certain fardeau pour le régime car son nom rappelle constamment le rôle des autorités dans la répression passée », analyse Armel Niyongere, avocat et président de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat) au Burundi. Entre avril 2015 et mai 2017, au moins 1 200 personnes sont mortes et environ 400 000 Burundais ont dû fuir leur pays. « Ce sont ces crimes qui devraient être au centre des poursuites », ajoute le défenseur des droits humains, qui déplore que « comme souvent, au Burundi, les arrestations de hauts responsables interviennent dans un climat de rivalité ou de règlements de compte interne au parti au pouvoir ». Selon lui, les victimes qu'il représente « exigent qu'il réponde enfin de ses crimes devant une justice indépendante », écrit l'avocat sur X.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});